

ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement Question au Gouvernement n° 3848

Texte de la question

EMPLOIS DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. M. Christian Jacob. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, depuis cinq ans, le Gouvernement et la majorité assument avec courage la réduction du nombre des effectifs dans la fonction publique d'État, car cette réforme est nécessaire au rétablissement de nos comptes publics.

Dans le domaine de l'éducation nationale, elle a permis une revalorisation sans précédent des salaires des enseignants en début de carrière.

Or, au moment où cette politique produit ses premiers effets, François Hollande décide de faire du recrutement de 60 000 enseignants supplémentaires la grande idée de son projet présidentiel. (Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

M. Richard Mallié. Scandaleux!

M. Christian Jacob. Cette mesure vient de faire l'objet d'affrontements très violents au sein du parti socialiste. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.) M. Cahuzac considère que cela doit se faire par redéploiement. Il faudra qu'il nous dise combien de postes il supprime chez les policiers, les gendarmes, les fonctionnaires hospitaliers ou les magistrats. (Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.) Il s'est toutefois fait tacler sévèrement par le porte-parole de Mme Aubry, M. Hamon, soutenu par M. Emmanuelli (Rires et exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC), qui lui ont rappelé qu'il ne s'agissait en aucun cas de redéploiements mais de créations nettes d'emplois.

C'était compter sans Mme Royal qui a expliqué ce matin qu'il fallait reporter cette réforme aux calendes grecques. (Mêmes mouvements.)

Monsieur le ministre, ma question est simple : compte tenu de notre démographie scolaire et de l'état de nos finances publiques, ces 60 000 postes sont-ils nécessaires ? (Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)

Plusieurs députés du groupe SRC. Oui!

Plusieurs députés du groupe UMP. Non!

M. Marcel Rogemont. Vous avez bien créé 20 000 postes dans les prisons!

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative. M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*. Monsieur le président Christian Jacob, j'avoue qu'avec François Hollande et son équipe de campagne, il y a de quoi perdre son latin! (Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)

Au mois d'octobre, en pleine surenchère de la primaire socialiste, M. Hollande nous a expliqué que sa réponse à la question de l'avenir de l'éducation nationale, c'était la création de 60 000 nouveaux postes d'enseignants, de fonctionnaires....

M. Frédéric Cuvillier. Et alors ? Fossoyeur!

M. Luc Chatel, *ministre*. ...promesse réitérée à plusieurs reprises depuis le mois d'octobre.

M. Michel Lefait. Combien en avez-vous supprimé?

M. Luc Chatel, *ministre*. Et puis, lundi soir, coup de théâtre : le président de la commission des finances de votre assemblée, socialiste, expert en matière de finances publiques,...

M. Jean Glavany. Ce qui n'est pas votre cas!

M. Luc Chatel, ministre. ...sans doute pris par un éclair de lucidité, a récusé cette idée,...

M. Jean Glavany. Oh!

M. Luc Chatel, *ministre*. ...employant le terme de " redéploiement ", sans entrer davantage dans le détail.

Mesdames et messieurs les députés, qui faut-il croire ?

M. Jean Glavany. Pas vous!

M. Luc Chatel, *ministre*. M. Cahuzac ? Mme Royal ? M. Hamon, qui a immédiatement démenti M. Cahuzac par voie de presse ? (Exclamations sur les bancs du groupe SRC.) En réalité, M. Hollande doit préciser son point de vue devant les Français. (Mêmes mouvements.)

M. Jean Glavany. Bravo! Quel talent!

M. Luc Chatel, ministre. Les Français ont le droit de savoir...

M. Jean-Paul Bacquet. On nous cache tout, on ne nous dit rien!

M. Luc Chatel, *ministre*. ...si vous allez créer 60 000 postes de fonctionnaires supplémentaires, avec un coût de 100 milliards d'euros pour les finances publiques, ou si vous entendez redéployer ce nombre et du coup supprimer 60 000 postes d'infirmières, de policiers, de magistrats.

La vérité, monsieur Jacob, c'est que la campagne de M. Hollande est articulée autour d'un triple " i " : impréparation, improvisation, illusionnisme ! (Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)

Données clés

Auteur: M. Christian Jacob

Circonscription: Seine-et-Marne (4e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3848 Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 19 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 janvier 2012